



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 16 décembre 2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEOLIS sas

Route de Vernon
BP 10
86340 Fleuré

Références : 0007201777/2025/399
Code AIOT : 0007201777

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement NEOLIS sas implanté Narbonneau La Vallée Barbier 79800 Pamproux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la vérification de la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 17 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOLIS sas
- Narbonneau La Vallée Barbier 79800 Pamproux
- Code AIOT : 0007201777
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exerce une activité de stockage de céréales soumise à déclaration au titre de la rubrique ICPE 2160.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Respect des dispositions d'un arrêté de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entreposage illégal - Rubrique 2171	Arrêté préfectoral de mise en demeure, article 1	Levée de mise en demeure	/
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté préfectoral de mise en demeure, article 2	Levée de mise en demeure	/
3	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté préfectoral de mise en demeure, article 3	Demande de justificatif, Demande d'actions correctives	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté l'enlèvement complet des fientes conformément à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 17 octobre 2025.

Les conditions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n'étant pas réunies, il n'y a pas lieu de procéder à une analyse des eaux superficielles.

Un bureau de contrôle mandaté par l'exploitant réalise des prélèvements afin de caractériser l'état des sols conformément à l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure.

Les résultats des analyses seront communiqués dans quelques semaines et pourront nécessiter des actions complémentaires. Compte-tenu que les éléments demandés par l'article 3 ne sont pas totalement finalisés (remise en état éventuelle suspendue dans l'attente de la réception des résultats des analyses de sols), l'arrêté de mise en demeure ne peut être levé en totalité. Toutefois, les premières actions sont effectuées par l'exploitant pour retrouver une situation conforme à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage illégal - Rubrique 2171

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure, article 1
Thème(s) : Évacuation des fientes
Prescription contrôlée : <p>La société NEOLIS exploitant une installation non déclarée de dépôt de fumiers, engrais et support de cultures d'origine agricole sise route de Sanxay (Parcelle 0077 – section YH) sur la commune de Pamproux est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement.</p> <p>La société est tenue, sous un délai de 72 heures à compter de la date de notification du présent arrêté, de procéder à l'évacuation des fientes présentes sur la parcelle dans des installations de traitement ou de stockage réglementées et autorisées conformément au code de l'environnement en informant le service des installations classées.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19/10/2025, l'exploitant nous avait informés de l'évacuation complète le samedi 18/10/2025 vers 18h.</p> <p>Le jour de la visite, le stockage de fientes entreposé sur la parcelle 0077 - section YH a bien été évacué. Il n'y a plus de produits sur la zone concernée.</p> <p>Pour justifier de l'évacuation des fientes dans des installations autorisées à les accueillir, l'exploitant avait également communiqué le 17/10/2025, l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations ayant réceptionné les fientes. Ces installations sont situées dans le département de la Vienne et du Maine et Loire.</p> <p>L'exploitant a également été sollicité pour transmettre la totalité des bordereaux de transport relatifs à la prise en charge des fientes. Ces éléments ont été transmis par courriel en date du 23/10/2025. Il précise que, selon les informations en sa possession, 989,04 tonnes auraient été évacuées (sans prendre en compte les 4 premiers camions qui n'ont pas été pesés). Le total représente un volume estimé au final à environ 1800 m³ (d=0,6).</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 octobre 2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : En cas d'écoulement d'eau, l'exploitant procède à une analyse des eaux conformément aux dispositions des alinéas a) et c) de l'article 5.5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 5 décembre 2016 susvisé. L'exploitant transmet les résultats à l'inspection et justifie que les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité de la masse d'eau.
Constats : Lors de la visite du 16/10/2025dernier, il n'a pas été constaté d'écoulement (point de contrôle n°2). L'exploitant a précisé également que l'eau d'arrosage était absorbée par les fientes qui sont séchées. Lors de la présente visite, il a été demandé à l'exploitant de fournir en supplément les données météorologiques de la station présente dans l'enceinte de l'établissement. Par courriel du 21/10/2025, l'exploitant a transmis ces éléments qui montrent qu'aucune précipitation n'a touchée l'établissement entre le 13 et le 19/10/2025 vers 19h. Les conditions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n'étant pas réunie, il n'y a pas lieu de procéder à une analyse des eaux superficielles.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Après évacuation du dépôt de fientes présent sur le site, la société NEOLIS est mise en demeure de remettre les sols dans leur état initial. À l'issue du transfert des fientes et du nettoyage de la zone, l'exploitant fait procéder à une analyse des sols (sur toute la surface de la zone utilisée et pour un échantillon témoin en dehors de la zone de stockage) afin de justifier l'absence d'impact de l'opération sur l'état des sols. En fonction des résultats des analyses, l'exploitant réalise une dépollution du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16/10/2025, il avait été demandé à l'exploitant de cesser ces activités et de procéder à une télédéclaration de cessation pour régulariser sa situation administrative. Par courriel du 21/10/2025, l'exploitant a transmis la télédéclaration de cessation d'activité sur la rubrique ICPE 2171 en date du 20/10/2025. Il joint à son envoi les éléments suivants : 2025 10 20 - Email S Public - Cessation activité - Accuse réception démarche 2025 10 20 - Email S Public - Cessation activité - Preuve de dépôt L'exploitant indique avoir mandaté la société SOCOTEC pour réaliser une campagne de prélèvement d'échantillons de sols. À cet effet, il a transmis un plan de localisation des sondages. Selon ce plan, 10 sondages seront réalisés au niveau de la zone ayant accueilli les fientes et 10 sondages seront réalisés sur les parcelles agricoles voisines, et de l'établissement voisin de Néolis pour constituer un échantillon témoin. Le jour de la présente visite d'inspection, un technicien de SOCOTEC est présent sur le terrain et réalise des carottages manuellement. Il précise que 2 horizons sont examinés jusqu'à une profondeur de 40 cm pour constituer le prélèvement soumis à analyse (horizons 0-15 et 15-40cm).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'attente des résultats des analyses menées sur la parcelle 0077 – section YH, il est demandé à l'exploitant de suspendre toute opération de manipulation de terres. En fonction des résultats d'analyse, il propose à l'inspection les modalités qu'il envisage de prendre pour la remise en état des terrains. Seulement après validation de l'inspection, il engage les travaux correspondants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois